

DÉCLARATION PUBLIQUE D'INTÉRÊTS (DPI)

Je renseigne cette déclaration en qualité de :

- ☒ Candidat-e ou représentant-e d'association au Conseil d'administration
l'UNAASS
- ☐ Candidat-e ou représentant-e d'association au comité régional de l'URAASS
de :

Documents à joindre **obligatoirement** à la présente déclaration :

- ☒ **Une habilitation expresse de votre association, conforme à ses statuts, à la représenter** (cf. Note 2018-7 du Comité de déontologie relative aux conditions de représentation d'une association d'usagers au sein de l'UNAASS, 5 novembre 2018)

Nom	Chaumeil
Prénom	Claude
Date de naissance	
Numéro de téléphone	
Adresse électronique	claud@chaumeil.fr
Qualité (titulaire ou suppléant) et collègue	Suppléant Collège n° 1
Situation sociale (salarié-e, retraité-e(*), étudiant-e, etc.)	En invalidité
Profession	/

(*) Si vous êtes retraité-e, veuillez préciser si vous êtes actif-ve ou inactif-ve (cf. Note 2018-6 du Comité de déontologie relative à la qualification de l'exercice d'une profession de santé, 5 novembre 2018)

Association représentée	Fédération Française des Diabétiques
Objet social de l'association représentée	<p>L'association dont la dénomination est « Fédération Française des Diabétiques » ou « AFD », fondée le 25 mars 1938, reconnue d'utilité publique par le décret n°761171 du 7 décembre 1976 a pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La défense des droits d'accès des personnes diabétiques à des soins de qualité et la lutte contre les discriminations liées à leur maladie. - L'accompagnement de l'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de diabète. - L'information et la prévention en matière de diabète. <p>Sa durée est illimitée, elle a son siège à Paris</p>
Fonction au sein de l'association représentée	Vice-président

Parcours de vie (brève biographie) :

- Parcours professionnel :
 - Métreur TCE 9 ans
 - Cadre dirigeant concession automobile 11 ans
- Engagements associatifs :
 - Chef de troupe Scouts de France 4 ans
 - Membre de la Jeune Chambre Économique Française 5 ans dont 1 de présidence locale
 - Membre 10 ans et secrétaire 5 ans NA France
 - Membre de l'AFD depuis 13 ans dont 6 au bureau national. Fondateur d'une association locale en 2009 puis président en 2012. Président de l'AFD Île-de-France depuis 2016.
 - Administrateur du CISS puis de l'URAASS Île-de France de 2014 à 2019.

- Administrateur de l'UNAASS depuis 2017
- Membre du comité d'interface de l'ANSM avec les associations de patients depuis

1. Vos activités principales (actuellement et au cours des 5 dernières années)

☐ **Activité(s) libérale(s)** / Rémunération : montant à porter au tableau 7.1.A (p. 11-12)

	Activité	Lieu d'exercice	Début (mm/ aaaa)	Fin (mm/ aaaa)
1				
2				

☐ **Activité(s) salariée(s)** / Rémunération : montant à porter au tableau 7.2.B (p. 11-12)

	Employeur	Adresse de l'employeur	Fonction occupée	Début (mm/ aaaa)	Fin (mm/ aaaa)
1					
2					
3					

☒ **Autre(s) activité(s) rémunérée(s)** (conférences, formations, y compris pour France Assos Santé, etc.) / Rémunération : montant à porter au tableau 7.3.C (page 11-12)

	Financier	Adresse du financier	Fonction occupée	Début (mm/ aaaa)	Fin (mm/ aaaa)
1	Université de Paris XIII - UFR SMBH		Patient enseignant vacataire	10/2015	

2	Pôle ETP IDF	34 rue Villiers de l'Isle Adam 75020 Paris	Participant GT/ CoPil PEP XIII	01/2016	05/2018
3	Fondation Léonie Chaptal	19, rue Jean Lurçat 95200 Sarcelles	Participant CoPil ETP	07/2018	

☒ **Activités bénévoles** (au sein d'associations, de syndicats, fonctions de délégué du personnel, de représentant des usagers, etc.)

	Activité	Lieu d'exercice	Début (mois/ année)	Fin (mois/ année))
1	Président	AFD 92	04/2012	05/2017
2	Secrétaire général adjoint	AFD	06/2013	06/2015
3	Représentant des usagers	Hôpital Foch 92150 Suresnes	05/2015	10/2016
4	Administrateur	CISS Île-de-France	2015	09/2017
5	Secrétaire	AFD	06/2015	01/2019
6	Représentant des usagers	Hôpital Lariboisière 75010 Paris	02/2017	
7	Président	AFD Île-de-France	05/2017	
8	Administrateur	UNAASS	05/2017	
9	Administrateur	URAASS Île-de-France	09/2017	05/2019
10				

2. Vos activités exercées à titre secondaire

2.1. Vous participez ou vous avez participé à une instance décisionnelle d'un organisme public ou privé dont l'activité, les techniques ou produits entrent dans le champ de la santé ou du médico-social

Ces organismes sont notamment les établissements de santé, les entreprises et les organismes de conseil, les organismes professionnels (sociétés savantes, réseaux de santé, CNPS), les associations de patients, etc.

☐ Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

☒ Actuellement et au cours des 5 années précédentes / Rémunération : montant à porter au tableau 7.4.D (p. 11-12)

	Organisme (société, association, etc.)	Fonction occupée	Rémunération	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
1	Impatients Chroniques & Associés	Administrateur	Aucune		
2	Impatients Chroniques & Associés	Vice-président	Aucune		
3	Cap Santé Entreprise	Administrateur	Aucune		
4	Cap Santé Entreprise	Co-président	Aucune		
5	CPAM 92	Conseiller	Aucune	2012	2014
6	CPAM 92	Conseiller honoraire	Aucune	01/2015	
7	Fondation francophone pour la recherche sur le diabète (FFRD)	Vice-président	Aucune	03/2018	

2.2. Vous exercez ou vous avez exercé une activité de consultant, de conseil ou d'expertise auprès d'un organisme entrant dans le champ de la santé ou du médico-social.

Il peut s'agir notamment d'une activité de conseil ou de représentation, de la participation à un groupe de travail, d'une activité d'audit, de la rédaction d'articles ou de rapports d'expertise, etc.

Conseiller honoraire

☐ Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

☒ Actuellement et au cours des 5 années précédentes / Rémunération :
montant à porter au tableau 7.5.E (p. 11-12)

	Organisme (société, association, etc.)	Fonction occupée	Rémunération	Début (mois/ année)	Fin (mois/ année)
1	ANSM	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune		
2	CNAM	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune		
	CPAM	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune		
	SNITEM	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune		

3. Activités que vous dirigez ou avez dirigées et qui ont bénéficié d'un financement par un organisme dont l'objet social entre dans le champ de la santé ou du médico-social

Le type de versement peut prendre la forme de subventions ou contrats pour études ou recherches, bourses ou parrainage, versements en nature ou numéraire, biens (mobiliers et/ou immobiliers), taxes d'apprentissage, etc. Les personnes concernées sont notamment les président-e-s, trésorier-ère-s et membres des bureaux et conseils d'administration.

☐ Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

☒ Actuellement et au cours des 5 années précédentes

	Structure et activité bénéficiaires du financement	Organisme financeur (*)	Objet de l'activité	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
1					
2					
3					
4					
5					

(*) Le budget de fonctionnement de la structure, le % du montant des financements par rapport au budget de fonctionnement de la structure, et le montant versé par le financeur sont à porter au tableau 7.6.F (p. 11-12)

4. Participations financières dans le capital d'une société dont l'objet social entre dans le champ de la santé et/ou du médico-social

Tout intérêt financier : valeurs mobilières cotées ou non, qu'il s'agisse d'actions, d'obligations ou d'autres avoirs financiers en fonds propres ; doivent être déclarés les intérêts dans une entreprise ou un secteur concerné, une de ses filiales ou une société dont elle détient une partie du capital dans la limite de votre connaissance immédiate et attendue. Il est demandé d'indiquer le nom de l'établissement, entreprise ou organisme, le type et la qualité des valeurs ou pourcentage du capital détenu (les fonds d'investissement en produits collectifs de type Société d'investissement à capital variable ou Fonds commun de placement - dont la personne ne contrôle ni la gestion, ni la composition - sont exclus de la déclaration).

☒ Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

☐ Actuellement et au cours des 5 années précédentes

	Structure concernée	Type d'investissement (*)
1		
2		
3		

(*) Le % de l'investissement dans le capital de la structure et le montant détenu sont à porter au tableau 7.7.G (p. 11-12)

5. Proches parents salariés et/ou ayant des intérêts financiers dans toute structure dont l'objet entre dans le champ de la santé et/ou du médico-social

Les personnes concernées sont :

- le conjoint [époux-se, pacsé-e ou concubin-e], les enfants et les parents de ce dernier ;
- les enfants ;
- les parents.

Cette rubrique doit être renseignée si le-la déclarant-e a connaissance des activités de ses proches parents.

☒ Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

☐ Actuellement et au cours des 5 années précédentes

Proche(s) parent(s) ayant un lien avec les organismes suivants (Le lien de parenté est à indiquer au tableau 7.8.H, p. 11-12)	Organismes concernés	
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	

6. Autres liens d'intérêts devant être portés à la connaissance de l'union y compris hors du champ de la santé pour les liens d'intérêts importants

Il peut s'agir notamment de liens avec un syndicat, un parti politique, un groupe de réflexion (think tank), une association autre que celle pour laquelle cette déclaration est faite, etc.

- ☐ Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique
- ☐ Actuellement et au cours des 5 années précédentes

	Elément ou fait concerné	Commentaires (Le montant des sommes perçues est à porter au tableau 7.9.I, p. 11-12)	Année de début	Année de fin
1				
2				
3				

7. Tableaux complémentaires

1. Tableau A

	Montants
1	
2	

2. Tableau B

	Montants
1	
2	
3	

3. Tableau C

	Montants
1	
2	
3	

4. Tableau D

	Montants
1	
2	

5. Tableau E

	Montants
1	

2	
---	--

6. Tableau F

	Montants
1	
2	
3	
4	
5	

7. Tableau G

	Montants
1	
2	
3	

8. Tableau H

	Lien de parenté
1	
2	
3	
4	
5	

9. Tableau I

	Montants
1	
2	
3	

8. Si vous n'avez renseigné aucune rubrique après le 1, cochez la case suivante :

- ☐ et signez après les mentions légales qui suivent

9. Mentions légales

9.1. Aux termes de l'article L. 441-1 du Code pénal « *Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.* »

9.2. **Toute situation d'incompatibilité** (notamment celles mentionnées dans la note 2018-3 relative aux conséquences des avis du Comité de déontologie du 10 septembre 2018) **empêche de présenter sa candidature comme membre du Conseil d'administration ou d'un comité régional.** Pour une personne déjà membre, elle entraîne la perte de la qualité de représentant de l'association au sein de l'UNAASS et/ou de l'URAASS dans les conditions définies dans la note 2018-3 du Comité.

9.3. Les informations recueillies seront enregistrées et traitées. À l'exception des informations relatives aux coordonnées personnelles, aux montants déclarés, à l'identité des proches, votre déclaration sera publiée par le Comité de déontologie sur le site internet de l'Union.

9.4. Conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un courriel à l'adresse suivante : <deontologie@france-assos-sante.org>.

- 9.5. Si au cours de votre mandat, une modification intervient concernant ces liens ou que de nouveaux liens sont noués, et ce tout au long de votre mandat, vous vous engagez à actualiser votre DPI auprès du Comité de déontologie même sans modification.
- 9.6. Le Comité est susceptible de vous solliciter pour des informations supplémentaires utiles à une meilleure appréciation des liens d'intérêts (par exemple en cas de déclaration incomplète).
- 9.7. Outre l'examen des déclarations publiques d'intérêts réalisé par le Comité de déontologie, **votre rôle est primordial** : il vous appartient de vérifier si les liens que vous avez déclarés vous semblent compatibles avec votre présence dans une réunion du Conseil d'administration ou du comité régional, et d'en avertir l'interlocuteur désigné au sein de l'institution et, le cas échéant, le-la président-e de séance, si possible, avant sa tenue.
- 9.8. En cas de conflits d'intérêts, votre présence est en effet susceptible d'entacher d'irrégularité les décisions prises ou les recommandations, références ou avis émis et d'entraîner l'annulation de la décision prise ou de celle qu'aura pu prendre l'instance concernée (Assemblée générale, Bureau, Conseil d'administration, comité régional, etc.) au vu de cette délibération.

Je soussigné Claude Chaumeil, reconnais avoir dûment renseigné la présente déclaration et pris connaissance des obligations qui y sont liées, notamment de l'obligation de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par personne interposée avec les personnes physiques ou morales dont les activités, les techniques et les produits entrent dans le champ de la santé et/ou du médico-social.

Fait à Paris
Le 22 mai 2019

Signature obligatoire



